



Echos du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale • UNOCA • Bulletin trimestriel d'information



## DOSSIER TOUT CE QU'IL FAUT RETENIR DE LA 5E REUNION DE COORDINATION DES RESPONSABLES DES NATIONS UNIES EN AFRIQUE CENTRALE ■ Pages 2-7



### DIPLOMATIE PREVENTIVE - COOPERATION

- Les activités du Représentant spécial en Angola, au Cameroun, en RCA, au Congo, au Gabon, en Guinée équatoriale...
- La promotion de la paix à travers le football lors de la CAN 2017
- Les contacts avec la CEEAC et les autres partenaires
- En perspective : 44e Réunion ministérielle de l'UNSAC du 29 mai au 2 juin 2017 à Yaoundé

Pages 8 - 20

**EMPLOI** Le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) recherche un/e Administrateur/Administratrice chargé/e de l'Information publique (niveau NO-B). Tous les détails sur notre site internet à travers le lien suivant : <https://unoca.unmissions.org/unoca-recrute-un-administrateur-charge%C3%A9-de-l%E2%80%99information-publique>

Mise en place d'un comité pour faciliter la mise en œuvre des actions conjointes dans les domaines de la paix

Deux jours d'échanges fructueux autour d'un thème central : le « renforcement des capacités institutionnelles des organisations nationales et régionales en matière de prévention des crises/conflits et de consolidation de la paix en Afrique centrale ».



La 5<sup>e</sup> réunion annuelle des Représentants et Envoyés spéciaux du Secrétaire général de l'ONU, des Directeurs régionaux et des Coordonnateurs résidents du Système des Nations Unies en Afrique centrale s'est achevée à Libreville le 24 mars après deux jours d'échanges fructueux autour d'un thème central : le « renforcement des capacités institutionnelles des organisations nationales et régionales en matière de prévention des crises/conflits et de consolidation de la paix en Afrique centrale ».

Les participants ont rappelé l'importance de ce Forum de discussions initié par l'UNOCA en 2011 pour permettre aux chefs de l'ONU en Afrique centrale de partager les informations et de dresser un état des lieux prospectif de la situation socio-politique dans la sous-région. Tous les sujets d'intérêt commun ont

gestion des tensions et violences liées aux processus électoraux ; la promotion des droits de l'homme ainsi que de l'égalité entre les sexes et de la participation des femmes à la vie politique ; l'appui à la société civile ; le renforcement des capacités pour la prévention des conflits ; le lien entre le chômage massif des jeunes et l'insécurité dans la sous-région. Sur ce dernier point, le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), M. François Louncény Fall, a indiqué que dans le contexte d'une crise économique qui ne cesse de s'aggraver, ce phénomène (chômage des jeunes) « apparaît aujourd'hui comme l'une des principales menaces à la paix et à la stabilité régionales ».

**Renforcer la cohérence et la coordination**

Pour faire face à ces défis, les responsables onusiens en Afrique centrale ont réitéré la nécessité de maintenir et de renforcer la

sous-régionales. Ils ont décidé de la mise en place d'un comité pour faciliter le développement et l'implémentation des actions conjointes dans les domaines prioritaires identifiés. A cet égard, M. François Louncény Fall a salué la participation de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), dont les contributions ont enrichi les débats. Il a également exprimé sa satisfaction par rapport aux conclusions de la réunion.

S'adressant à la presse à l'issue des travaux, le Chef de l'UNOCA a réaffirmé l'engagement et la détermination des Nations Unies à continuer d'accompagner ces entités régionales dans la réalisation de leurs objectifs en matière de paix, de sécurité, de gouvernance, d'intégration et de développement durable. Dans cette perspective, il a révélé qu'en dehors de ses bons offices pour encourager le dialogue inclusif dans des pays où cela s'impose comme moyen de sortie de crise, il poursuivra, avec les partenaires concernés, des actions en faveur de la tenue d'un Sommet conjoint CEEAC/CEDEAO (Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest) sur les questions de sécurité en général et sur les activités terroristes de Boko Haram en particulier. M. François Louncény Fall a rappelé que le Conseil de sécurité de l'ONU, dont les membres ont récemment effectué une mission dans les zones affectées par Boko Haram, suit avec attention ce dossier transversal.

Les travaux de la 5<sup>e</sup> réunion des Représentants et Envoyés spéciaux du Secrétaire général de l'ONU, des Directeurs régionaux et des Coordonnateurs résidents du Système des Nations Unies en Afrique centrale ont été ouverts le 23 mars par le Ministre d'Etat, Ministre des Affaires étrangères, de la Francophonie et de la Coopération régionale, Chargé des Gabonais de l'Etranger, M. Pacôme Moubelet Boubeya (voir page 4).



été abordés : l'aggravation de la crise économique dans la sous-région et son immense potentiel d'instabilité ; les questions liées au statut des institutions de gouvernance ; la

cohérence et la coordination entre le Système des Nations Unies et les différentes parties prenantes aux processus de paix, y compris, en particulier, les organisations nationales et

## FRANCOIS LOUNCENY FALL : le chômage des jeunes est une menace à la paix et à la stabilité

Extrait de l'allocution prononcée le 23 mars par le chef de l'UNOCA, lors de l'ouverture de la 5e réunion des responsables onusiens en Afrique centrale

Notre ambition collective d'aider l'Afrique centrale à faire face aux défis à sa paix et à sa sécurité, sera mieux réalisée si elle est soutenue par des organisations régionales performantes, y compris la CEEAC et la CEMAC.



« [...] Notre réflexion et nos efforts collectifs doivent être axés sur ce que le Bureau Afrique du PNUD a appelé dans son récent rapport d'évaluation stratégique sur l'Afrique centrale, « le lien entre le chômage des jeunes et l'insécurité » dans la sous-région. En effet, le chômage massif des jeunes dans le contexte d'une crise économique qui ne cesse de s'aggraver, apparaît aujourd'hui comme l'une des principales menaces à la paix et à la stabilité régionales.

Notre ambition collective d'aider l'Afrique centrale à faire face aux défis à sa paix et à sa sécurité, sera mieux réalisée si elle est soutenue par des organisations régionales performantes, y compris la CEEAC et la CEMAC.

Le rapport du PNUD auquel j'ai fait allusion tout à l'heure, ainsi que les recommandations issues de nos précédentes réunions tenues en 2015 et en 2016, convergent pour souligner que des institutions locales, nationales et régionales fortes sont vitales pour assurer l'appropriation et la durabilité des efforts de prévention des conflits et de consolidation de la paix en Afrique centrale. Ceci est aussi en phase avec les objectifs globaux et continentaux actuels contenus dans divers documents tels que les résolutions du Conseil de Sécurité et de l'Assemblée Générale sur la paix durable, l'Agenda 2030 pour le Développement Durable et l'Agenda 2063 de l'Union africaine. La nécessité d'institutions fortes, représentatives et responsables est aussi conforme à certaines des actions et stratégies contenues dans les plans cadres des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF) élaborés au niveau national.

Nous devons donc continuer de soutenir ces organisations dans leurs efforts pour renforcer leurs institutions et promouvoir l'intégration régionale, y compris la libre circulation des personnes, conformément à la récente décision prise par les Chefs d'Etat de la CEMAC lors de leur 13<sup>ème</sup> Sommet tenu à Djibloho, en Guinée-Equatoriale le 17 février 2017 ».

« Nous devons continuer de soutenir les organisations comme la CEMAC et la CEEAC dans leurs efforts pour renforcer leurs institutions et promouvoir l'intégration régionale, y compris la libre circulation des personnes, conformément à la récente décision prise par les Chefs d'Etat de la CEMAC lors de leur 13<sup>ème</sup> Sommet tenu à Djibloho, en Guinée-Equatoriale le 17 février 2017 ».

## PACOME MOUBELET BOUBEYA : l'ONU joue un rôle précieux dans la promotion de la paix

Extrait du discours d'ouverture du Ministre d'Etat, Ministre des Affaires étrangères, de la Francophonie et de la Coopération régionale



été mise en place grâce au précieux et inestimable concours des Nations Unies. Ces mécanismes de diplomatie préventive, notamment, le MARAC, l'UNOCA, le Comité Consultatif permanent des Nations Unies sur les questions de sécurité en Afrique Centrale (UNSCAC), se sont avérés des véritables piliers de stabilité dans notre sphère géographique.

Pour sa part, le PNUD apporte un soutien déterminant dans la conception et dans la mise en oeuvre des politiques et plans de développement de nos pays.

[...]. Je reste persuadé qu'une collaboration étroite devrait être renforcée avec les représentants de vos agences respectives dans d'autres sous-régions de l'Afrique, principalement la sous région de l'Ouest. Je pense, entre autres, aux relations de travail qui devraient être intensifiées entre les Représentants spéciaux du Secrétaire Général en Afrique de l'Ouest et son correspondant en Afrique Centrale. L'idée de la présence d'un représentant de la CEDEAO aux réunions du Comité Consultatif permanent des Nations Unies sur les questions de sécurité en Afrique centrale mérite d'être retenue et actée.

« Dans la sous région de l'Afrique centrale, le rôle des Nations Unies est déterminant [...]. Dans le domaine de la sécurité, l'architecture de paix et de sécurité de l'Afrique centrale a été mise en place grâce au précieux et inestimable concours des Nations Unies. Ces mécanismes de diplomatie préventive, notamment, le MARAC, l'UNOCA, le Comité Consultatif permanent des Nations Unies sur les questions de sécurité en Afrique Centrale (UNSCAC), se sont avérés des véritables piliers de stabilité dans notre sphère géographique ».

[...] Je suis honoré de l'invitation que vous m'avez adressée à prendre part à la cérémonie d'ouverture de la réunion des responsables des missions politiques spéciales, des opérations de maintien de la paix et des bureaux régionaux, ainsi que des coordonnateurs résidents du Système des Nations Unies en Afrique Centrale [...]. Les défis multi-

formes en rapport avec le développement, la santé, la paix, la sécurité, de même que les exigences de la cohésion à l'échelle du Système des Nations Unies, ainsi que la nécessité d'une synergie renforcée entre les agences de l'ONU dans notre sous-région commandent l'organisation de telles réunions.

[...]. Dans la sous région de l'Afrique centrale, le rôle des Nations Unies est déterminant dans la solution à tous ces défis. Dans le domaine de la sécurité, l'architecture de paix et de sécurité de l'Afrique centrale a

Dans cette perspective, je sollicite votre concours pour que soit tenu un sommet conjoint CEEAC/CEDEAO sur la sécurité, que le Président de la République, Chef de l'Etat, S.E Ali BONGO ONDIMBA, appelle de tous ses vœux. La lutte contre les fléaux qui minent notre développement et notre sécurité, notamment l'activisme criminel des nébuleuses terroristes, valide l'organisation d'un tel sommet [...] ».

## Une forte participation des responsables onusiens et des organisations régionales

Une trentaine de fonctionnaires onusiens ont pris part à la 5<sup>e</sup> réunion annuelle des chefs de l'ONU en Afrique centrale, qui a eu lieu en présence de leurs partenaires. Outre la CEEAC, la CEMAC et l'UNOCA, plusieurs autres institutions des Nations Unies y ont activement participé : les Coordonnateurs résidents (ou leurs représentants) du Système des Nations Unies en Angola, au Burundi, au Cameroun, en RCA, au Congo, au Gabon, en Guinée équatoriale, à Sao Tome et Principe et au Rwanda ; les missions politiques et les opérations de maintien de la paix concernées (Bureau de l'Envoyé spécial pour les Grands Lacs, Bureau de l'ONU auprès de l'Union africaine [UNOAU], Mission de l'ONU pour la stabilisation en République Démocratique du Congo [MONUSCO], Mission intégrée multidimensionnelle de stabilisation des Nations Unies en République centrafricaine [MINUSCA – représentée par son Chef, M. Parfait Onanga-Anyanga]) ainsi que les entités onusiennes ayant une dimension régionale, notamment : le Centre des Nations Unies pour les droits de l'Homme et la démocratie en Afrique centrale ; le Bureau sous-régional de la Commission économique de l'ONU pour l'Afrique ; l'UNESCO ; la FAO ; ONU Femmes ; l'Equipe d'appui inter-pays pour l'Afrique centrale de l'OMS ; l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) ; le Centre Régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique (UNREC), etc. Le Département des Affaires politiques de l'ONU y a été représenté par sa Division Afrique II (Afrique occidentale, centrale et du Nord).

## DEBRIEFING : le Représentant spécial déroule l'essentiel des travaux aux journalistes



*A la fin de la réunion, M. Francois Lounency Fall, a fait le point avec la presse nationale et internationale. Au-delà des conclusions de cette rencontre, les journalistes ont insisté sur la situation politique et sécuritaire dans quelques pays, en particulier en RDC, RCA et au Gabon. Synthèse des échanges.*

### 1 – A propos du contenu des discussions

Nous avons l'habitude de nous réunir pour faire le point de l'action des Nations unies en Afrique centrale. Nous avons ainsi évoqué tous les problèmes touchant aussi bien aux mutations politiques, sociales, économiques et culturelles des différents pays de l'Afrique centrale. Nous avons échangé avec les différents représentants sur les acquis et sur ce que les Nations unies peuvent faire pour améliorer le cadre de vie des populations de la sous-région. Dans cette perspective, nous avons décidé de renforcer notre soutien aux différentes institutions nationales en Afrique centrale, notamment celles en charge des questions démocratiques et économiques ainsi que les organisations régionales comme la CEMAC et la CEEAC. Pour garantir l'efficacité et l'implémentation de cette recommandation et d'autres mesures prises, un Comité de suivi a été mis en place.

### 2 – La situation en RDC et RCA

Ces deux pays sont au centre de nos préoccupations. En République centrafricaine (RCA), il y a une mission de maintien de la paix (MINUSCA), dont le Chef, Parfait Onanga-Anyanga, Représentant spécial du Secrétaire général en RCA, a participé à la

réunion de Libreville. Il en est de même en République démocratique du Congo (MONUSCO), qui était représentée à cette réunion par son Directeur de la Division des Affaires politiques. Lors de nos travaux, nous avons évalué la situation sur le terrain afin de voir comment soutenir davantage leur travail.

### 3 - Le dialogue politique au Gabon

Nous n'avons pas évoqué un cas spécifique. Mais, de manière générale, et comme vous le savez, les Nations Unies ont toujours invité les Gabonais de tous bords à se parler. Nous avons offert nos

bons offices dans ce sens, en discutant avec les différentes parties prenantes du Gouvernement, de la majorité présidentielle, de l'opposition, de la société civile, etc. Nous continuerons à le faire, parce que nous connaissons les vertus du dialogue. C'est pourquoi nous encourageons les Etats et les acteurs concernés à y recourir chaque fois que cela nécessaire, en garantissant leur caractère inclusif, ouvert et apaisé. Cette position a été aussi exprimée par le Secrétaire général de l'ONU. Partout où il y a eu un dialogue inclusif, on est parvenu à des solutions consensuelles qui ont favorisé le développement et l'épanouissement des citoyens.





### La rencontre de Libreville en quelques images



## Gabon : le Représentant spécial exprime l'espoir que le dialogue sera inclusif et apaisé

*A la veille du Dialogue national initié par les autorités gabonaises, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique centrale, Chef de l'UNOCA, a fait une déclaration pour faire part de ses vœux et de ses attentes. Intégralité de ladite Déclaration ci-dessous.*

« Au moment où le Gabon s'apprête à tenir à partir du 28 mars 2017 un dialogue national sur la situation du pays, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour l'Afrique centrale, M. François Louncény Fall, exprime l'espoir que ce dialogue sera inclusif et apaisé.

Le Représentant spécial a multiplié au cours des derniers mois des démarches allant dans ce sens, en discutant notamment avec les différentes parties prenantes, en particulier le gouvernement, la majorité présidentielle et l'opposition ainsi que la société civile, les jeunes et les femmes.

Compte tenu des questions importantes inscrites à l'ordre du jour dudit dialogue, le Représentant spécial souhaite que tous les acteurs socio-politiques gabonais s'y engagent de bonne foi, afin d'en faire un forum exemplaire susceptible d'ouvrir davantage l'espace démocratique et de déboucher sur des réformes tendant à la consolidation de l'Etat de droit et à la réconciliation nationale au Gabon ».



**M. François Louncény Fall souhaite que tous les acteurs socio-politiques gabonais s'engagent de bonne foi dans le dialogue national afin d'en faire un forum exemplaire susceptible d'ouvrir davantage l'espace démocratique et de déboucher sur des réformes tendant à la consolidation de l'Etat de droit et à la réconciliation nationale**

## LE CHEF DE L'UNOCA CHEZ LE PREMIER MINISTRE GABONAIS

M. François Louncény Fall, Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale, a été reçu par le Premier ministre gabonais Emmanuel Issozet Ngondet, le 1<sup>er</sup> février 2017. Les questions de paix et de sécurité dans la sous-région, y compris, au Gabon, étaient au centre de leurs échanges. « Nous avons fait le tour de la situation politique, économique et sociale du pays. Nous avons saisi l'occasion pour féliciter [le premier ministre] pour ses 100 premiers jours à la tête du gouvernement », a déclaré le Chef de l'UNOCA à la presse à l'issue de l'entretien. M. François Louncény Fall a ajouté que son hôte lui a aussi fait le point sur le dialogue politique. Il a dit avoir pris bonne note des efforts déployés dans ce sens. « Nous pensons que les gabonais doivent se parler », a-t-il rappelé, estimant qu'il est nécessaire de dialoguer pour mettre définitivement fin à la crise provoquée par la présidentielle du 27 août 2016.



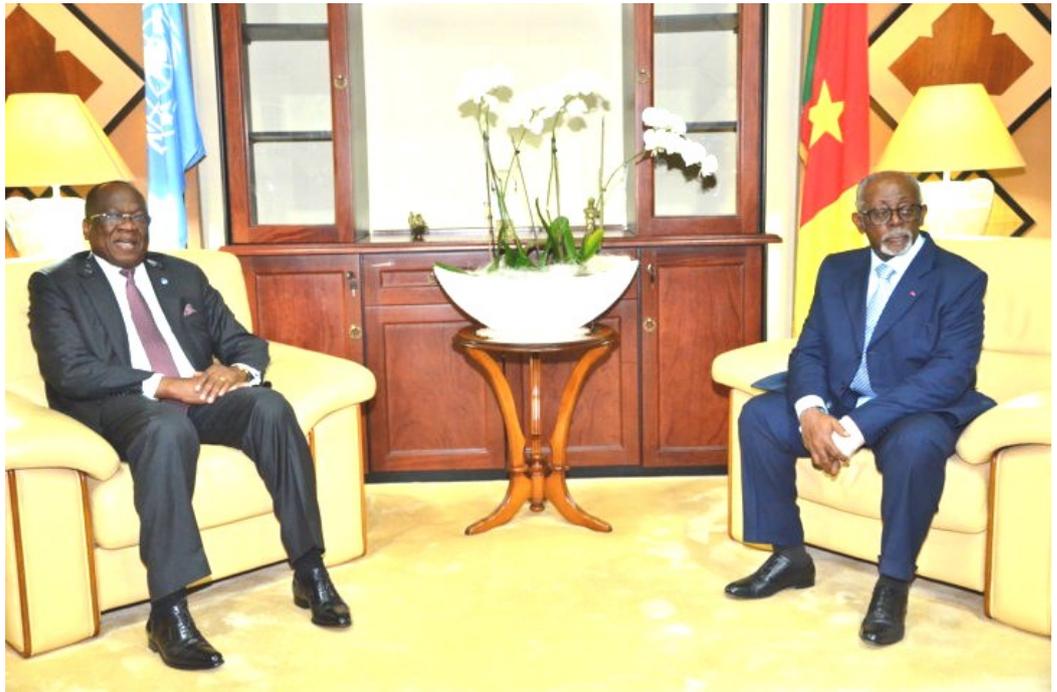
## CAMEROON: THE SPECIAL REPRESENTATIVE ENCOURAGES AUTHORITIES TO PROMOTE BILINGUALISM

**F**rom 2 to 4 February the Special Representative of the Secretary-General for Central Africa Mr. François Louncény Fall undertook a mission to Yaoundé where he discussed the situation in the “Anglophone” Regions with national authorities including Prime Minister Philemon Yang, and the Minister of External Relations Lejeune Mbella Mbella. Ms. Najat Rochdi, UN Resident Coordinator, took part in the meetings.

Mr. Fall informed his interlocutors that UNOCA has dispatched two missions to Cameroon since the crisis in the “Anglophone” regions started last November 2016 and that the Office had the opportunity to interact with all stakeholders with a view to having a clear and accurate picture of the situation.

The Special Representative commended the Government for the steps taken so far to address the crisis, while also encouraging them to continue addressing through dialogue the demands that are legally acceptable. The Special Representative expressed the hope that such dialogue would result in concrete actions to translate bilingualism that is enshrined in the Cameroonian constitution into reality. He stressed that bilingualism is an asset that is the envy of most countries of the region and that Cameroon would benefit from promoting it.

Both the Prime Minister and the Minister of External Relations expressed gratitude to the United Nations for the way they are handling the issue, including by seeking to establish the actual facts through field missions and providing recommendations to the government based on the evidence gathered on the ground.



Les échanges avec les autorités camerounaises ont eu lieu dans une ambiance cordiale, comme ici, au Ministère des Relations extérieures. © Photos Ministry of External Relations/Cameroon

## Cameroun : le Représentant spécial encourage la promotion du bilinguisme

Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale, M. François Louncény Fall, a séjourné à Yaoundé du 2 au 4 février dans le cadre d'une mission officielle relative à la situation dans les régions «anglophones». Il en a discuté avec les autorités nationales, y compris le Premier ministre Philemon Yang, et le Ministre des Relations extérieures Lejeune Mbella Mbella.

Mme Najat Rochdi, Coordonnatrice résidente du Système des Nations Unies, a participé aux réunions.

M. Fall a informé ses interlocuteurs des initiatives prises par l'UNOCA depuis que cette crise a commencé en novembre 2016, évoquant notamment les missions envoyées sur le terrain pour interagir avec toutes les parties prenantes en vue d'avoir une idée claire et précise de la situation. Il a félicité le gouvernement pour les mesures prises jusqu'à présent pour faire face à la crise, tout en les encourageant à continuer à privilégier le dialogue dans la gestion des revendications qui sont juridiquement acceptables. Le Représentant spécial a exprimé l'espoir qu'un tel dialogue puisse aboutir à des actions

concrètes permettant de traduire le bilinguisme en réalité, conformément à la Constitution camerounaise. Il a souligné que le bilinguisme est un atout envié par la plupart des pays de la région, et encouragé le Cameroun à le promouvoir davantage.

Le Premier ministre et le Ministre des Relations extérieures ont exprimé leur gratitude aux Nations Unies pour la façon dont ils traitent la question, notamment à travers des missions d'évaluation facilitant des recommandations basées sur les faits recueillis sur le terrain.

## RCA : la MINUSCA et l'UNOCA appellent à la fin immédiate des combats entre l'UPC et le FPRC

Les Représentants spéciaux du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique centrale, François Louncény Fall, et en République centrafricaine (RCA), Parfait Onanga-Anyanga, ont appelé le 2 février, à la cessation immédiate des hostilités entre la coalition dirigée par le Front populaire pour la renaissance de Centrafrique (FPRC) et le Mouvement pour l'unité et la paix en Centrafrique (UPC) dans les préfectures de la Ouaka (centre) et de la Haute Kotto (est).

« Il est impérieux que cessent ces affrontements qui ont trop duré et ont surtout affecté les populations civiles, en causant de nombreuses pertes en vies humaines et des milliers de déplacés », ont-ils affirmé dans une déclaration conjointe, regrettant la multiplication de ces actes au « moment où de nombreuses initiatives de paix sont menées tant par le Gouvernement centrafricain que par la région ».

### Adhérer de bonne foi au DDRR

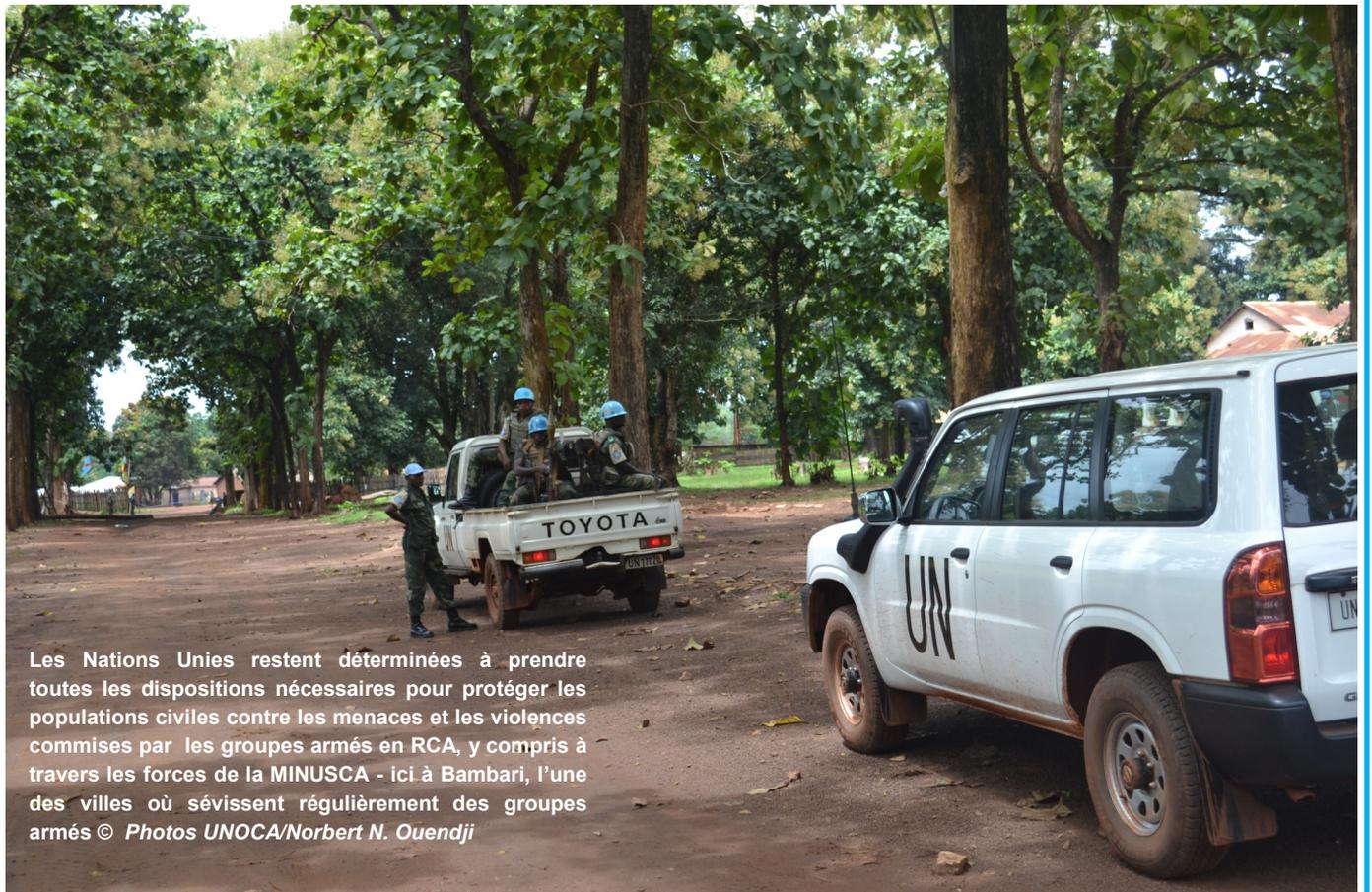
MM. Fall et Onanga-Anyanga ont exhorté le FPRC et l'UPC à déposer les armes puis à « adhérer et à participer de bonne foi au programme de désarmement, démobilisation, réinsertion et rapatriement (DDRR) initié par le Président Touadéra afin de créer les conditions idoines à un dialogue serein et franc entre Centrafricains ».

Ils ont saisi cette occasion pour rappeler leur « responsabilité au regard du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme pour les souffrances infligées aux populations civiles ».

« Les Nations Unies restent déterminées à prendre toutes les dispositions nécessaires pour protéger les populations civiles contre les menaces et les violences commises par les groupes armés en RCA », ont conclu le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique centrale/Chef de l'UNOCA, et son collègue de la RCA/Chef de la MINUSCA.



MM. Louncény Fall et Onanga-Anyanga ont également largement évoqué la situation en RCA lors de la 5e réunion annuelle des responsables de l'ONU en Afrique centrale, du 23 au 24 mars, à Libreville.



Les Nations Unies restent déterminées à prendre toutes les dispositions nécessaires pour protéger les populations civiles contre les menaces et les violences commises par les groupes armés en RCA, y compris à travers les forces de la MINUSCA - ici à Bambari, l'une des villes où sévissent régulièrement des groupes armés © Photos UNOCA/Norbert N. Ouendji

## ANGOLA : THE SPECIAL REPRESENTATIVE MET WITH THE MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS

**F**rom 5 to 7 February, the Special Representative of the Secretary-General for Central Africa Mr. François Louncény Fall travelled to Luanda (Angola) where he was received by Mr. Georges Rebelo Chicoti, the Minister of Foreign Affairs and his team. Issues discussed included the activities of UNOCA, the ratification of the Central African Convention for the Control of Small Arms and Light Weapons, their Ammunition and all Parts and Components that can be used for their Manufacture, Repair and Assembly (Kinshasa Convention) and the Angolan Peace Initiative in Central Africa Republic (CAR).

### Kinshasa Convention

With respect to the Kinshasa Convention, Mr. Fall informed the Minister that so far only five States had ratified the Convention and encouraged Angola that was already at an advanced stage in the ratification process to expedite efforts in this regard, in order to obtain a sixth ratification that is needed for the Convention to enter into force. The Minister noted that his government had deposited its ratification instrument for the Convention since 26 August 2016. He underlined that a confirmation of the depository notification was received from the Office of Legal Affairs on the same day.

### Lasting stability in CAR

On the other note, Mr. Fall welcomed the initiative taken by Angola and other subregional organizations, such as the International Conference on Great Lake Region (ICGLR) and ECCAS for an inclusive political dialogue with a view to bring about lasting stability in CAR. Mr. Fall highlighted the fact that the situation in CAR is on the agenda of the United Nations Security Council, adding that Multidimensional Integrated Stabilization Mission in the Central African Republic (MINUSCA) should be closely associated with the initiative. Mr. Chicoti agreed on the need for better coordination and harmonization of approaches between all regional and international actors in CAR.



▲ Du 5 au 7 février, le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale, M. François Louncény Fall, s'est rendu à Luanda (Angola) où il a été reçu par M. Georges Rebelo Chicoti, le Ministre des Affaires étrangères, et son équipe. Les activités de l'UNOCA étaient au centre de leurs échanges, ainsi que les questions liées à la ratification de la Convention de l'Afrique centrale pour le contrôle des armes légères et de petit calibre (Convention de Kinshasa) et l'Initiative de l'Angola en faveur de la paix en République centrafricaine (RCA).

En ce qui concerne la Convention de Kinshasa, M. Fall a informé le ministre que seulement cinq États avaient ratifié la Convention et a encouragé l'Angola, déjà à un stade avancé du processus de ratification, d'accélérer ce dossier afin d'obtenir un sixième instrument nécessaire pour l'entrée en vigueur de la Convention. Le ministre a noté que son gouvernement avait déposé son instrument de ratification pour la Convention depuis le 26 août 2016.

D'autre part, M. Fall a salué l'initiative prise par l'Angola et d'autres organisations sous-régionales telles que la Conférence internationale sur la région des grands lacs (CIRGL) et la CEEAC pour un dialogue politique inclusif en vue d'une stabilité durable en RCA. Il a rappelé que la situation en RCA fait partie des priorités du Conseil de sécurité des Nations Unies, ajoutant que la MINUSCA devrait être étroitement associée à l'Initiative. M. Chicoti a indiqué que cette approche est capitale pour une meilleure coordination et harmonisation des actions entre tous les acteurs régionaux et internationaux en RCA.

## Entrée en vigueur de la Convention de Kinshasa sur le contrôle des armes légères

L'Angola a déposé, le 6 février 2017, le sixième instrument de ratification de la Convention d'Afrique centrale pour le contrôle des armes légères et de petit calibre, de leurs munitions et de toutes les pièces et composants utilisées pour leur fabrication, réparation et assemblage, généralement connue sous le nom de "Convention de Kinshasa". Ce qui ouvrirait la voie à son entrée en vigueur 30 jours plus tard, c'est-à-dire le 8 mars 2017. Conformément aux textes, six ratifications sont en effet nécessaires pour cette entrée en vigueur. Le Cameroun, la République Centrafricaine, le Congo, le Gabon et le Tchad l'avaient déjà fait.

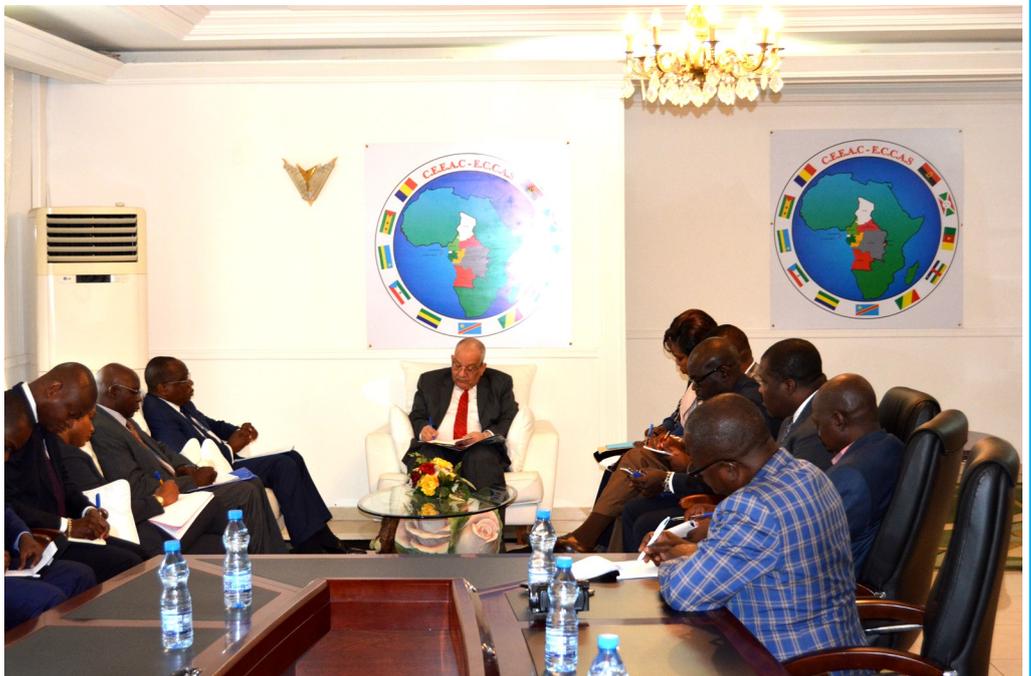
L'UNOCA exprime sa satisfaction par rapport à cette évolution positive à laquelle il a contribué à travers divers plaidoyers auprès des Etats membres du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique Centrale (UNSAC). C'est dans ce cadre (UNSAC) que la Convention a été adoptée à l'unanimité le 30 avril 2010 lors de la 30<sup>e</sup> réunion ministérielle du Comité à Kinshasa (RDC).

L'UNOCA reste disposé à continuer à aider les pays de la sous-région à renforcer le contrôle des armes légères et de petit calibre, et à combattre leur commerce et trafic illicites, afin de contribuer à l'accélération du processus d'intégration régionale et le développement durable en Afrique centrale.

## VISITE DE PRISE DE CONTACT ET DE TRAVAIL AVEC LE SG DE LA CEEAC

Le 17 janvier 2017, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et Chef de l'UNOCA, M. François Louncény Fall, a rendu une visite de prise de contact et de travail au Secrétaire général de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), M. Ahmad Allam-Mi. Les deux personnalités ont échangé des informations sur leurs programmes respectifs et réaffirmé la nécessité de continuer à œuvrer de manière concertée sur les dossiers d'intérêt commun. Ils ont convenu de mettre l'accent sur les questions liées à la prévention des conflits et la résolution pacifique des crises ; le renforcement des capacités en matière de médiation ; la lutte contre le terrorisme (Boko Haram) ; le braconnage, la piraterie maritime dans le Golfe de Guinée, etc. L'accélération du processus de l'intégration régionale est aussi au cœur de leurs préoccupations.

L'UNOCA et la CEEAC disposent d'un cadre de coopération formel qui structure leurs engagements en faveur de la paix, de la sécurité et du développement durable de l'Afrique centrale.



M. Ahmad Allam-Mi ont échangé des informations sur leurs programmes respectifs et réaffirmé la nécessité de continuer à œuvrer de manière concertée sur les dossiers d'intérêt commun.

**CEMAC : LE CHEF DE L'UNOCA RAPPELLE L'IMPORTANCE DE LA LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES**



a souligné que l'intégration régionale est un facteur de paix et de développement, avant de réitérer l'appui des Nations Unies aux efforts régionaux dans la lutte contre le terrorisme.

Au cours du Sommet, les chefs d'État ont discuté des progrès dans la négociation sur l'accord de partenariat économique avec l'Union européenne (UE). Ils ont exhorté toutes les parties prenantes à faire preuve de solidarité et à parvenir à un accord qui préserverait les intérêts de tous les États membres de la CEMAC. La réunion a également pris note de l'engagement des présidents Obiang Nguema Mbasogo de la Guinée équatoriale et d'Ali Bongo Ondimba du Gabon, en faveur de la libre circulation effective dans leurs pays respectifs de citoyens de la région portant des documents d'identité sécurisés. La Commission de la CEMAC a décidé de déployer une mission dans les États membres afin de vérifier la mise en œuvre de ces mesures concernant la libre circulation des personnes.

Les chefs d'État de la République centrafricaine (RCA), du Tchad, du Congo et de la Guinée équatoriale ainsi que les Premiers ministres du Cameroun et du Gabon ont participé à la réunion.

Le 17 février, le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale, M. François Louncény Fall, a assisté à Djibloho (Guinée équatoriale), à la 13<sup>ème</sup> Session ordinaire de l'Assemblée des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté économique et monétaire d'Af-

rique centrale (CEMAC). Dans son propos lors de la cérémonie d'ouverture, M. Fall a souligné l'importance de l'intégration régionale, en particulier la libre circulation des personnes, des biens et des capitaux, ainsi que la nécessité de renforcer les mécanismes régionaux de promo-

tion de la paix, de la démocratie et de la sécurité. Dans le contexte actuel marqué par la crise économique qui affecte la plupart des pays de la région en raison de la baisse des prix du pétrole, il a exhorté les pays de la CEMAC à renforcer l'intégration régionale et à diversifier leurs économies afin de réduire leur dépendance à l'égard des matières premières. Il

**CEMAC : THE HEAD OF UNOCA STRESSED THE IMPORTANCE OF THE FREE MOVEMENT OF PERSONS**

On 17 February, the Special Representative of the Secretary-General for Central Africa M. François Louncény Fall attended in Djibloho, Equatorial Guinea, the 13<sup>th</sup> Ordinary Session of the Assembly of Heads of State and Government of the Economic and Monetary Community of Central Africa (CEMAC). In his statement at the opening session, Mr. Fall stressed the importance of regional integration, especially the free movement of persons, goods and capital, as well as the necessity to strengthen regional mechanisms for the promotion of peace, democracy and security. In the context of the economic crisis affecting the economies of most countries of the region as a result of the decrease in oil prices, he urged CEMAC countries to reinforce regional integration and to diversify their economies as a means of reducing their dependency on raw materials, especially oil. He stressed that regional integration is a factor of peace and development and reiterated UN support to regional efforts in fighting terrorism.

During the Summit, the Heads of State discussed progress in the negotiation on the Economic Partnership Agreement with the European Union (EU). They urged all stakeholders to display solidarity and to reach an agreement that would preserve the interests of all CEMAC Member States. The meeting also took note of the commitment of Presidents Obiang Nguema Mbasogo of Equatorial Guinea and Ali Bongo Ondimba of Gabon to allow the free movement in their respective countries of citizens of the region carrying secure identity documents. In that regard, the CEMAC Commission will deploy a mission to all the member states to ascertain the effective implementation of CEMAC decisions regarding the free movement of persons.

The Heads of State of the Central African Republic (CAR), Chad, Congo and Equatorial Guinea as well as the Prime Ministers of Cameroon and Gabon took part in the meeting.



Conformément aux décisions prises à Djibloho, les barrières à la libre circulation devraient être levées. Ici, Abang Minko (Sud Cameroun), poste frontière avant Eboro, en venant du Gabon. Et ci-dessus, Kye-Ossi, ville-carrefour dans la région du Sud Cameroun, entre deux pays de la CEMAC, la Guinée équatoriale et le Gabon © Photos UNOCA/Norbert N. Ouendji

## CONGO BASIN: MR. FALL TOOK PART IN THE CEREMONY FOR THE LAUNCH OF THE BLUE FUND IN OYO

On 9 March the Special Representative of the Secretary-General for Central Africa Mr. François Louncény Fall took part in the ceremony for the launch of the Blue Fund for the Congo Basin in Oyo, Republic of Congo. In his statement, Mr. Fall commended the initiators of the project and highlighted its importance for the preservation of the ecosystem, the living conditions of local communities and the economic prosperity of the states of the region, as well as for the consolidation of regional stability and international peace. He also indicated that the United Nations System stands ready to accompany the operationalization of the Blue Fund.

The key decisions taken by the ministerial meeting, included the finalization of the Memorandum of Understanding (MOU) on the Establishment of the Blue Fund for the Congo Basin, which would enter into force immediately after its signing, the designation of the African Development Bank as the depository of the MOU and the host financial institution for the Blue Fund; the admission of Morocco as signatory to the MOU, in recognition of its support to the initiative despite the fact that the country has no direct geographical tie with the Congo Basin; and the designation of Brazzaville to host the headquarters of the Blue Fund.

The MOU was signed by Ministers in charge of environment or foreign affairs of Angola, Burundi, Central African Republic, Chad, Congo, Democratic Republic of Congo, Gabon, Morocco and Rwanda. The Minister of Environment of Cameroon attended the ceremony but did not sign the MOU because he did not receive full powers from his President to do so.

In his closing remarks President Denis Sassou Nguesso called for the mobilization of the signatory countries and the support of the international community for the rapid operationalization of the Blue Fund. The meeting was also attended by President Faure Gnassingbe of Togo as well as by former presidents Olusegun Obasanjo of Nigeria and Alpha Oumar Konaré of Mali (here on the picture with the Head of UNOCA).



## BASSIN DU CONGO : le Représentant spécial a participé à la cérémonie de lancement du Fonds bleu à Oyo

Le 9 mars, le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale, M. François Louncény Fall, a participé à la cérémonie de lancement du Fonds bleu pour le bassin du Congo à Oyo (République du Congo). Dans son mot de circonstance, il a félicité les initiateurs de ce projet et a souligné son importance pour la préservation de l'écosystème, les conditions de vie des communautés locales et la prospérité économique des États de la région, ainsi que pour la consolidation de la stabilité régionale et la paix internationale. Il a également indiqué que le système des Nations Unies est prêt à accompagner la mise en oeuvre du Fonds.

Les principales décisions prises par la réunion ministérielle comprenaient la finalisation du Mémoire d'entente sur la création du Fonds bleu, qui entrerait en vigueur immédiatement après sa signature ; la désignation de la Banque africaine de développement comme dépositaire du Mémoire d'entente et l'institution financière du Fonds ; l'admission du Maroc en tant que signataire du protocole d'entente, en reconnaissance de son soutien à l'initiative malgré son

éloignement géographique par rapport au Bassin du Congo ; et la désignation de Brazzaville pour accueillir le siège du Fonds bleu.

Le Mémoire d'entente a été signé par des ministres chargés de l'Environnement ou des Affaires étrangères de l'Angola, du Burundi, de la République centrafricaine, du Tchad, du Congo, de la République démocratique du Congo, du Gabon, du Maroc et du Rwanda. Le ministre de l'Environnement du Cameroun a assisté à la cérémonie mais ne l'a pas signé, n'ayant reçu aucune consigne de sa haute hiérarchie.

Dans ses remarques conclusives, le président Denis Sassou Nguesso a appelé à la mobilisation des pays signataires et au soutien de la communauté internationale pour l'opérationnalisation rapide du Fonds bleu. Le président Faure Gnassingbe du Togo ainsi que les anciens présidents Olusegun Obasanjo du Nigeria et Alpha Oumar Konaré du Mali (sur la photo ci-dessus avec M. Fall) ont également pris part à cet événement.

**BOKO HARAM : HEAD OF UNOCA AND OTHER UN SENIOR OFFICIALS VISIT IN LAKE CHAD REGION**



*Lors de l'étape de Yaoundé, la délégation onusienne, comprenant également la Coordinatrice résidente du Système des Nations au Cameroun, a été reçue par le Premier ministre*

**F**rom 13 to 17 February, the Special Representative of the Secretary-General for Central Africa Mr. François Louncény Fall joined his colleague for West Africa and the Sahel Mr. Mohamed Ibn Chambas and the Executive Director of the Counter-Terrorism Committee Executive Directorate (CTED) Mr. Jean-Paul Laborde for a visit to Cameroon, Chad, Niger and Nigeria. They seized this opportunity to reaffirm UN support to the countries of the Lake Chad region in their efforts to fight against terrorism. They also discussed with national leaders of the four States the need to develop and implement a regional comprehensive strategy and plan of action to combat terrorism and violent extremism, and to promote regional cooperation in the fight against terrorism. In most of the countries, the delegation held consultations with the highest political authorities as well as technical and financial partners, including the Executive Secretary of the Lake Chad Basin Commission (LCBC), and the Commander of the Multinational Joint Task Force (MNJTF).

In Cameroon and Chad, Mr. Fall informed their interlocutors of the upcoming entry into

force of the Central African Convention for the Control of Small Arms and Light Weapons, their Ammunition and all Parts and Components that can be used for their Manufacture, Repair and Assembly ("Kinshasa Conven-

tion"), and the adoption of a regional strategy and roadmap on the fight against terrorism and the proliferation of arms in Central Africa, which he called upon the states of the region to own and implement.

**Boko Haram : visite du Chef de l'UNOCA et d'autres hauts fonctionnaires dans le Lac Tchad**

Du 13 au 17 février, le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale, M. François Louncény Fall, a rejoint son collègue pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, M. Mohamed Ibn Chambas et le Directeur exécutif de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme (CTED) M. Jean-Paul Laborde, pour une visite au Cameroun, au Tchad, au Niger et au Nigéria. Ils ont saisi cette occasion pour réaffirmer l'appui de l'ONU aux pays de la région du lac Tchad dans leurs efforts dans la lutte contre le terrorisme.

Ils ont également discuté avec les dirigeants nationaux des quatre États de la nécessité d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie globale régionale et un plan d'action pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent et promouvoir la coopération régionale dans la lutte contre le terrorisme. Dans la plupart des pays, la délégation a tenu des consultations avec les plus hautes autorités politiques ainsi qu'avec les partenaires techniques et financiers, y compris le Secrétaire exécutif de la Commission du Bassin du lac Tchad et le Commandant de la Force multinationale mixte.

Au Cameroun et au Tchad, M. Fall a informé ses interlocuteurs de la prochaine entrée en vigueur de la Convention d'Afrique centrale pour le contrôle des armes légères et de petit calibre, leurs munitions et toutes les pièces et composants pouvant être utilisés pour leur fabrication, leur réparation et leur assemblage («Convention de Kinshasa») et l'adoption d'une stratégie régionale ainsi que d'une feuille de route sur la lutte contre le terrorisme et la prolifération des armes en Afrique centrale. Il a encouragé les États de la région à s'en approprier et à les mettre en œuvre.

**The Un and the Au advocate for greater involvement of the countries in the RTF**

As part of UNOCA role in coordinating UN efforts in support of the regional efforts to fight the Lord's Resistance Army (LRA), the Special Representative of the Secretary-General for Central Africa Mr. François Louncény Fall undertook a joint visit with the Special Envoy of the African Union on the LRA Issues General Jackson Tuwei, to Kinshasa, Democratic Republic of Congo (DRC) from 14 to 18 March, and to Kampala, Uganda, from 19 to 21 March. The joint mission allowed to discuss with the relevant authorities regional cooperation in the fight against LRA. Mr. François Louncény Fall and General Tuwei sensitized their interlocutors on the fact that even if the LRA has been weakened by the operations of the Regional Task Force (RTF), it continues to represent a threat to regional security. They advocated for greater involvement of the countries of the region in the RTF as well as better cross-border cooperation between neighboring countries affected by the LRA.

## Gestion de crise sur le terrain : le Conseiller militaire principal était à OSLO



Le Colonel Cheikh Tidiane Mbodji, Conseiller militaire principal/UNOCA, a participé au Cours de gestion de crise sur le terrain qui s'est tenu à Oslo (Norvège) du 23 au 27 janvier 2017. Cette session lui a permis de renforcer sa capacité de compréhension de l'architecture de réponse de crise au sein de l'ONU ainsi que les principes de gestion des crises et les interactions entre les différentes entités onusiennes dans des situations critiques. La formation a été

enrichie par des exercices pratiques et des simulations, y compris sur des cas liés à la sécurité, la protection des civils, la gestion des catastrophes et des pertes massives en vie humaine. Les participants, répartis en groupes, étaient ainsi appelés à jouer des rôles précis au sein d'une cellule de gestion de crise. Dans ce chapitre, le Colonel Cheikh Tidiane Mbodji a eu le bonheur d'enfiler le costume de Représentant spécial du Secrétaire général.

A l'avenir, il est prévu que ce cours, premier du genre, ait lieu sur le terrain pour permettre aux chefs des missions, principales cibles, d'y assister.

*La session organisée à Oslo a permis de renforcer la capacité de compréhension de l'architecture de réponse de crise au sein de l'ONU ainsi que les principes de gestion des crises et les interactions entre les différentes entités onusiennes dans des situations critiques.*



## Pour une plus grande implication des femmes dans la culture de la Paix



La salle de conférence de l'UNOCA a servi de cadre à la célébration de la Journée internationale de la Femme le 8 mars 2017. A l'invitation de Mesdames Laure Olga Gondjout, Médiatrice de la République gabonaise, et Evelyne Pétrus Barry, Coordinatrice résidente du système des Nations Unies au Gabon, plus d'une centaine de personnes, pour la plupart des femmes, s'y sont retrouvées pour une table ronde sur un thème crucial : « le rôle de la Femme dans la prévention et la résolution des conflits en vue de la construction d'une culture de la paix ». La phase protocolaire marquée par différents discours a été rehaussée par la présence de Mme Georgette Koko, présidente du Conseil économique et social du Gabon.

Le décor a été planté par Mme Petrus Barry, qui a délivré le message circonstanciel de M. Antonio Guterres « Malgré quelques progrès, ce sont les hommes qui occupent presque toutes les positions de pouvoir, et l'écart économique entre hommes et femmes est en train de se creuser, sur fond de mentalités arriérées et de machisme ambiant. Cela ne peut plus durer et nous devons donner aux femmes les moyens d'agir à tous les niveaux et leur permettre de faire entendre leur voix et de maîtriser

leurs propres vies et l'avenir de la planète », souligne le Secrétaire général dans son texte. Il s'est engagé à donner aux femmes la place qu'elles méritent dans tous les sec-



teurs de la vie. Il prône la fin des discriminations et des préjugés éculés, en encourageant notamment « la mobilisation et le militantisme » ainsi que la promotion de « l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ».

Toutes les interventions qui ont suivi, y compris celles de leaders associatives et politiques, allaient dans le même sens. S'appuyant sur la situa-

tion du Gabon, et après des discussions parfois houleuses sur la crise post-électorale, elles ont plaidé pour un renforcement de la confiance et du rôle des femmes dans la promo-

tion de la paix et dans la gestion pacifique des différends. « Les Femmes leaders pour la paix et la sécurité au Gabon », un groupe de travail qui a vu le jour après les violences déclenchées aux lendemains de la présidentielle du 27 août, a inscrit ce défi parmi ses priorités. La Médiatrice de la République gabonaise a apprécié leur mobilisation et leur engagement, estimant qu'il s'agit d'un « sursaut patriotique [...] à un

moment critique de la vie de [leur pays le Gabon... ».

La Journée s'est achevée avec une soirée culturelle à l'Institut français de Libreville. Les sonorités fasci-

nantes de l'artiste engagée Annie Flore et les témoignages émouvants des femmes commerçantes dénuées et séquestrées l'an dernier dans un marché librevillois, ont retenu l'attention de l'auditoire. Un moment fort, qui ressemblait à une sorte de rite de réhabilitation de ces femmes auxquelles Mme Laure Olga Gondjout a apporté un soutien dont la valeur symbolique et patriotique a été saluée.

## CAN 2017 : l'UNOCA et la CAF engagés dans la même équipe pour défendre la paix...

A l'occasion de la 31<sup>e</sup> édition de la Coupe d'Afrique des nations (CAN 2017), et en synergie avec l'ensemble du Système des Nations Unies au Gabon, la Confédération africaine de football (CAF) et le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) ont produit des supports mettant en relief des valeurs partagées : « **l'UNOCA et la CAF engagés dans la même équipe pour défendre la paix, la sécurité et la stabilité en Afrique centrale** » ; « **UNOCA – CAF : un partenariat gagnant pour promouvoir le fair-play sur tous les terrains...** », etc. Des kakemos véhiculant ces messages ont été déployés dans des coins stratégiques du stade de l'Amitié sino-gabonaise de Libreville et dans les hôtels où étaient logées les différentes délégations, notamment celles du Burkina-Faso, du Cameroun, du Gabon, de l'Egypte, de la Guinée-Bissau et les officiels de la CAF. Les affichettes contenant les mêmes messages étaient également disponibles.

De plus, la CAF s'était associée à l'ONU pour promouvoir les Objectifs de développement durable (ODD) visant à éradiquer la pauvreté, protéger la planète et garantir la prospérité pour tous à l'horizon 2030. Des kakemos y relatifs ont également été positionnés dans des espaces « homologués » par la CAF. Les équipes de l'instance faîtière du football continental ont par ailleurs distribué des dépliants ODD et des fanions UNOCA lors de la cérémonie d'ouverture le 14 janvier et tout au long de ce tournoi, qui a été remporté le 5 février par le Cameroun face à l'Egypte (2-1). « Dans l'ensemble, c'était une compétition de haute facture. Au-delà du jeu, j'ai beaucoup apprécié la discipline et le fair-play des différents acteurs. Tout s'est en effet passé dans le calme et la paix », a commenté le Représentant spécial du Secrétaire général, Chef de l'UNOCA, M. François Louncény Fall, présent au stade de l'Amitié lors de plusieurs matches en tant qu'invité de la CAF.

« J'ai aussi noté avec satisfaction que le public a été attentif aux différents messages diffusés par la CAF et l'UNOCA lors de cette CAN 2017 », a ajouté M. Fall, saluant la coopération entre les deux institutions. Pour magnifier cette collaboration, le Bureau a offert deux trophées-souvenirs à la CAF : un imposant logo des Nations Unies avec l'acronyme de l'UNOCA réalisé par un sculpteur gabonais avec comme principale matière du bois précieux associé à la pierre de Mbigou, du nom d'une ville de quelques milliers d'habitants située dans la Ngounié, la 4<sup>e</sup> province, au sud du Gabon.

Rendez-vous a été pris pour les prochaines compétitions prévues en Afrique centrale.



### Promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité en Afrique centrale à travers le football

La Confédération africaine de football (CAF) accompagne l'UNOCA dans la mise en œuvre de sa mission essentiellement centrée sur la diplomatie préventive. Le partenariat signé le 10 novembre 2012 à Malabo, la capitale de la Guinée Equatoriale, définit le cadre de la coopération entre les deux institutions. L'UNOCA et la CAF se sont en effet engagés à conjuguer leurs efforts pour **promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité en Afrique centrale, notamment à travers le football**. Leurs actions conjointes sont développées lors des phases finales de la Coupe d'Afrique des Nations et de toute autre manifestation organisée sous l'égide de la CAF dans l'un des pays de la sous-région Afrique centrale. Le partenariat leur donne aussi la possibilité de mobiliser leur expertise respective, chaque fois que cela est nécessaire, pour faire avancer les valeurs communes qu'ils défendent, notamment l'esprit d'équipe, le fair-play, le respect des règles établies ou des lois du jeu, la compréhension mutuelle, la tolérance, la fraternité et l'humilité.

Dans ce contexte, la CAF soutient l'organisation du Tournoi de la Paix lancé par l'UNOCA en 2013 lors de la Journée internationale de la Paix célébrée le 21 septembre de chaque année. Déjà, le 7 décembre 2012, la CAF et l'UNOCA avaient co-organisé à Brazzaville (Congo) un match international pour la paix et la sécurité en Afrique centrale à l'occasion du 20<sup>e</sup> anniversaire du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSAC). Cette rencontre amicale avait opposé le Tout-puissant Mazembé (RDC) aux Diables noirs du Congo (2-0).

En cas de besoin, les responsables de la CAF et de l'UNOCA se rencontrent pour évoquer les sujets d'intérêt commun. Le Président de la CAF, M. Issa Hayatou, et le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies/Chef de l'UNOCA, M. François Louncény Fall, ont eu une séance de travail le 13 janvier, veille de l'ouverture officielle de la 31<sup>e</sup> Coupe d'Afrique des nations de football.

**PARTICIPATION DE L'UNOCA A LA CAN 2017 : PROLONGATIONS EN QUELQUES IMAGES**



Roger Milla, Ambassadeur itinérant, ancien Lion indomptable du Cameroun

Baciro Cangé, sélectionneur de l'équipe nationale de Guinée Bissau



Gervinho, international ivoirien, Ambassadeur de bonne volonté/ONUSIDA

Daniel Colsin, Manager des Panthères du Gabon, ancien capitaine

Didier Ovono, Gardien des Panthères du Gabon



Vincent Aboubakar, attaquant camerounais, auteur du but victorieux contre l'Egypte

Mitonga Zongwe (Chef de la Section politique de l'UNOCA) et Francois Fall, Représentant spécial, Chef de l'UNOCA,

## BON A SAVOIR

## M. FALL CONFIRME REPRESENTANT SPECIAL, CHEF DE L'UNOCA

Le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a annoncé le 21 février 2017 la nomination de François Louncény Fall, de nationalité guinéenne, comme son Représentant spécial pour l'Afrique centrale et chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA). M. Fall assumait cette même fonction comme intérimaire depuis novembre 2016.

## SPECIAL REPRESENTATIVE, HEAD OF UNOCA : MR. FALL CONFIRMED

United Nations Secretary-General António Guterres announced on 21 February 2017 the appointment of François Louncény Fall of Guinea as his Special Representative for Central Africa and Head of the United Nations Regional Office for Central Africa (UNOCA). Mr. Fall was serving as the Acting Special Representative of the Secretary-General for Central Africa and Head of UNOCA since November 2016.

## AGENDA

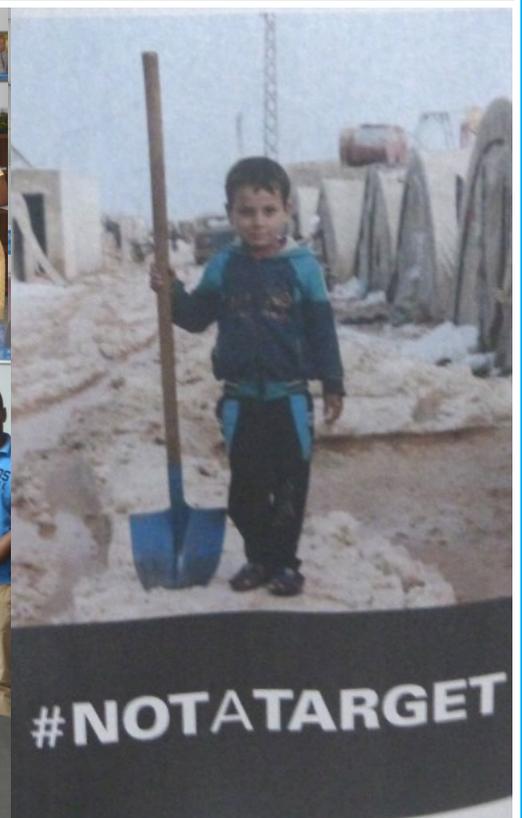
La 44e Réunion ministérielle du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSAC) est prévue du 29 mai au 2 juin 2017 à Yaoundé (Cameroun). UNOCA en assure le Secrétariat depuis mai 2011.

The 44th Ministerial Meeting of the United Nations Standing Advisory Committee on Security Questions in Central Africa (UNSAC) is scheduled to take place from 29 May to 02 June 2017 in Yaoundé, Cameroon. UNOCA provides Secretariat functions to the Committee since May 2011.

## ARRET SUR IMAGES

15 mars 2017, Salle de conférence de l'UNOCA : moment de silence du personnel pour le peuple de Syrie et en solidarité avec ceux qui souffrent depuis 6 ans à cause du conflit dans ce pays.

15 March 2017, Conference room, UNOCA : Moment of silence of UNOCA Staff, for the people of Syria and in solidarity with those suffering since 6 years as a result of this conflict



# INTERFACE

Echos du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale - UNOCA - Bulletin mensuel d'information

Une publication de l'Unité de l'Information publique

Conception - Rédaction - Mise en page : Norbert N. Ouendji

Contact éditorial : Tél. Bur. + (241) 01 44 47 16 | Mobile : + (241) 05 72 23 23

Courrier électronique : ouendji@un.org - piounoca@un.org

Site internet : <http://unoca.unmissions.org>

Compte officiel twitter : [twitter.com/UNOCA\\_NEWS](https://twitter.com/UNOCA_NEWS)

Adresse postale : B.P. : 23773 Libreville, Gabon